|  |  |
| --- | --- |
| LOGO COLLECTIVITE | **N°**……………  **Arrêté portant réintégration d’un fonctionnaire territorial après détachement**  M  Grade |

Le Maire (ou le Président) de ……………………………………………………………………………

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la fonction publique, notamment les articles L513-2, 513-11 et L513-20 à L513-24,

Vu le décret n° 86-68 du 13 janvier 1986 relatif aux positions de détachement, de disponibilité, de congé parental des fonctionnaires territoriaux et à l'intégration, notamment l’article 11-2,

Vu l’arrêté en date du ......................., plaçant ou renouvelant le détachement de M…………………, à compter du ............................, auprès de ……………………………… (organisme d’accueil),

Vu la demande écrite de réintégration présentée par M………………… à compter du ...............................,

Vu la délibération en date du ................créant un emploi de .................................................................., à raison de ....................heures hebdomadaires.

Vu la déclaration de vacance d’emploi enregistrée par le Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Charente sous le numéro ………………… par arrêté n° ………………… en date du ………………… ;

Vu l’arrêté du ..........................., fixant la dernière situation de M…………………, ……………………………………………………… (grade) au ..........échelon, indice brut.........., indice majoré..........., avec une ancienneté de ...........................................,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** M ............................................................, …………………………………… (grade), est réintégré(e) à compter du ....................................,

**ARTICLE 2 :** M ........................................................................ est classé(e) au ……... échelon, indice brut ...……......, indice majoré .........., avec une ancienneté de ..............................................,

**ARTICLE 3 :** Le Secrétaire Général (*ou le Directeur Général des Services*) est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera transmis au représentant de l’Etat et notifié à l’agent.

Ampliation adressée :

- au Président du Centre de Gestion de la Charente

- au Comptable de la collectivité

Fait à………………………,

le……………………………

Prénom, Nom et qualité du signataire

|  |
| --- |
| Le Maire (*ou le Président*),  - certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,  - informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de POITIERS (86) dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.  Ce recours peut être déposé sur l’application informatique « Télérecours citoyens », accessible par le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)  Notifié le …………………………….  Signature de l’agent : |